AMAR GHOUL À BOUIRA ;

«Si on avait confié le projet aux Chinois...»

En visite d'inspection dans la wilaya de Bouira pour suivre l'état d'avancement des travaux du tronçon d'autoroute qui traverse la wilaya de Bouira sur 101 kilomètres, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul s'est montré satisfait de la qualité des travaux réalisés.

Ainsi, que ce soit au niveau du tunnel bitube de Aïn Chriki, où l'un des deux tubes, long de 1200 mètres est achevé à 100% et pour lequel il ne restait que l'installation des équipements nécessaires avant sa mise en fonction, à savoir l'éclairage et la ventilation, ou encore le viaduc de Oued R'kham construit par l'entreprise italienne Garboli, le ministre s'est dit très satisfait par la qualité des travaux réalisés.

Au niveau de ces deux ouvrages architecturaux, notamment le viaduc long de 744 mètres et dont la hauteur au milieu est de 146 mètres, le ministre a insisté sur le respect des normes internationales de sécurité et d'environnement. Il a donné des instructions pour l'installation d'une unité de la Protection civile permanente sur les lieux pour assurer une intervention rapide tant au niveau du viaduc que dans les deux tunnels, vu que les deux ouvrages sont presque liés.

Plus loin et toujours sur ce tronçon, au niveau du PK190 où un glissement de terrain a eu lieu en 2002, des travaux de confortement et de consolidation du terrain ont été réalisés et le ministre qui a visité les lieux a eu à constater de visu la bonne qualité des travaux. Poursuivant sa visite, le ministre qui était jusque-là confiant quant à la bonne exécution des travaux et leur réception dans des délais raisonnables, s'est montré surpris par la lenteur des travaux au niveau d'un petit tronçon situé à la sortie sud de Bouira près d'un viaduc confié à l'entreprise italienne Todini. Là, le ministre s'est montré déçu par la lenteur et a même menacé les deux entreprises réalisatrices dont Todini, de résilier leur contrat au cas où elles ne régleraient pas ce problème dans une semaine. Le ministre reviendra plus loin sur ce point en s'enquérant des travaux du tronçon El-Adjiba-El M'hir sur 16 kilomètres. Il apprendra que les travaux de déblaiement entamés en mai dernier sont à un taux de 53% et que le tunnel de Lakhdaria confié également à la même entreprise est à 130 mètres de percement. Deux performances qui feront dire au ministre sur place que si c'était la même entreprise qui avait pris en main les travaux des autres tronçons, l'autoroute qui traverse la wilaya de Bouira sur 101 kilomètres serait achevée depuis longtemps. Cela étant, notons qu'en marge de cette visite, le ministre a été très réceptif aux problèmes des citoyens et des présidents d'APC. Ainsi, aux citoyens d'un village de Aïn Turk qui lui réclamaient une passerelle sur l'autoroute pour pouvoir se déplacer vers leur cimetière, il donnera des instructions fermes pour que cela se fasse dans les plus brefs délais. Au président d'APC d'El-Esnam qui lui réclamait la construction d'un pont pouvant enjamber le barrage Tilesdit pour désenclaver toute une partie de la commune et pouvoir relier le chef-lieu de la commune à Tikjda en passant par le barrage et la forêt située au nord avec des vues panoramiques, il acceptera la doléance et demandera l'étude complète pour la construction de ce pont.

Il donnera également son feu vert pour la construction d'un pont sur l'oued Sahel pour relier le chef-lieu de la commune de Bechloul au village Ichihane. Pour ce pont dont l'étude a été déjà faite, le DTP annoncera la nouvelle plus tard aux représentants de la population qui étaient regroupés sur les lieux pour accueillir le ministre mais ce dernier, ne s'y est pas rendu pour des raisons sécuritaires imaginaires avancées par le wali. En somme, toutes les doléances qui ont été exprimées par les députés présents lors de cette visite, Brahimi Ali et Mme Saoudi, ainsi que les membres de l'APW ont été prises en charge au grand bonheur de la population qui n'a que trop souffert de la marginalisation dont elle avait fait l'objet pendant ces dernières années.

Notons enfin que des travailleurs au niveau du tunnel Aïn Chriki ont demandé au député Ali Brahimi d'intervenir en leur faveur pour combattre certaines injustices qu'ils subissent sur les lieux en voyant par exemple leurs camarades qui travaillent dans le même site mais avec l'entreprise turque, toucher plus de 25 000 dinars alors que ceux qui travaillent chez Cosider, touchent à peine 12 000 dinars.

Y. Y.

VENTE DES OFFICINES DE L'ÉTAT

Ouverture des plis pour 75 agences

L'Endimed a procédé à l'ouverture des plis pour la cession de 248 officines réparties à travers 36 wilayas du pays. La séance s'est déroulée en présence des soumissionnaires sous la direction d'une commission composée de représentants de l'Endimed, ceux du ministre de la Santé, le partenaire social, ainsi que des représentant du CPA en tant que banque qui accompagne le financement de l'acquisition. Sur les 248 agences mises en vente dans le cadre de l'avis d'appel d'offres, seuls 243 cahiers des charges ont été retirés. Sur ce total, il n'a été enregistré que 75 soumissions. Il est a rappeler que la vente des officines qui appartiennent au secteur étatique a été décidée par les pouvoirs publics afin d'encourager la profession à l'endroit des diplômés de cette filière universitaire. Le processus a été entamé en 1998. Ce programme a touché quelque 1200 pharmacies répertoriées sur le territoire national. Organisées en plusieurs tranches, pas moins de 200 unités ont déjà trouvé acquéreur. L'ouverture des plis de la sixième tranche a été entamée vers 10h00. Les membres de la commission ont examiné avec soin la conformité des différentes pièces administratives. Il a entre autres été procédé à la vérification de l'offre financière et de sa conformité avec le prix de mise en vente mais aussi et surtout l'engagement de maintenir les postes d'emploi. Ainsi il a été expliqué que cette option était particulièrement prise en compte dans la sélection des candidats retenus. Il a enfin été mentionné que sur les 2 225 postes d'emploi seuls deux n'ont pas pu être maintenus. Notons que le CPA finance cette opération à hauteur de 5 milliards de dinars.

N. M.

LA JOURNÉE DU 8 MARS LUI SERA CONSACRÉE

Femme rurale : quel rôle dans le développement local ?

Le travail de la femme algérienne est-il valorisé? En tout cas, aucune étude sur le terrain n'est en mesure de démontrer l'engagement de la femme dans le développement local et national. Si par ailleurs, l'activité de la femme active est intégrée dans la masse des travailleurs, son rôle au foyer n'est pas capitalisé, ni mis en évidence.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Une situation qui est aujourd'hui déplorable et nécessite une nouvelle approche de la part du gouvernement pour mieux apprécier la participation de la femme au foyer dans le développement de la nation. La fête internationale de la femme (8 Mars) sera consacrée, cette année, à la catégorie des femmes travaillant à domicile. Elles sont des milliers vivant en milieu rural qui travaillent deux ou trois fois plus que l'homme et la femme active, mais dont la valeur de l'effort consenti n'est pas mesurée. C'est dans cette perspective de réintégrer la femme rurale à la place qui est la sienne que le gouvernement, par le biais de plusieurs ministères, la Formation professionnelle, la Famille et la Condition féminine, le ministère chargé du Développement rural, de la Solidarité nationale et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a décidé d'organiser un salon qui portera sur le thème «Politique et stratégie nationale de formation pour que la femme rurale soit un véritable acteur du développement rural». Une commission interministérielle a été installée, hier, à l'Institut national de la formation professionnelle pour préparer cet événement. La ministre de la Famille et de la Condition féminine, qui revient d'une mission à l'intérieur du pays où elle a rencontré les femmes du milieu rural, a livré ses premières préoccupations concernant la situation de ces dernières. Selon elle, «une forte résistance due aux mentalités encore archaïques empêche la femme rurale de s'épanouir et d'imposer sa présence dans la vie active et celle du développement économique rural». Ainsi, ce salon, prévu le 8 mars, sera une opportunité pour tous de s'ouvrir sur l'activité de la femme au foyer et de valoriser cette contribution économique et sociale. Il s'agit également de s'enquérir des besoins de cette frange importante de la société pour lui apporter aide et soutien. L'on pense particulièrement à l'élargissement des domaines de formation au profit des femmes rurales, d'apporter un appui financier dans des projets initiés par celles-ci et surtout de leur offrir la possibilité de s'inscrire dans le programme d'alphabétisation. Plusieurs conférences ainsi que des ateliers seront organisés en marge de ce salon afin de capitaliser toutes les expériences déjà mises en place dans le cadre de l'accompagnement de la femme rurale dans son développement.

R. M.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Relance des écoles des cadets

Sur décision de Son Excellence le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, la réouverture «des Écoles des Cadets» aura lieu à court et moyen terme, à raison d'une école au niveau de chaque région militaire.

Les deux cycles d'études concernés sont le moyen et le secondaire.

Le lancement d'une école-modèle est prévu au début de la prochaine année scolaire.

Ces écoles seront sous la double tutelle du ministère de la Défense nationale et du ministère de l'Education nationale.

EXPLOSION DE GAZ DANS UNE VILLA À BLIDA

Deux morts et neuf blessés

Une explosion de gaz s'est produite hier à 7h 20 dans une villa au quartier Zabana à Blida, causant la mort à un jeune homme de 22 ans et une fillette de 13 ans ainsi que la blessure à neuf autres personnes.

Selon des témoignages recueillis sur place, la déflagration a été entendue à des kilomètres à la ronde. «Ce sont les voisins qui ont accouru les premiers pour transporter les victimes à l'hôpital», nous dira un voisin encore sous le choc. Et d'ajouter : «J'ai dégagé quelques blessés de mes propres mains et d'autres je n'ai pas pu les reconnaître. Leurs visages étaient entièrement brûlés. Cependant, j'ai pu remarquer que certains étaient vêtus de tabliers ce qui laisse supposer qu'ils s'apprêtaient à aller à l'école au moment de l'explosion.»

Toutefois, l'arrivée des secours n'a pas tardé ainsi que les agents de la Sonelgaz et les éléments de la police scientifique qui se sont attelés à relever les premiers indices pour déterminer les véritables causes de l'explosion. Interrogés, les techniciens de la Sonelgaz ne pouvaient se prononcer sur l'origine de l'explosion. «Il est trop tôt pour dire s'il s'agit d'une explosion due à une fuite de gaz naturel ou au gaz butane mais l'on a relevé que l'installation intérieure du gaz ne répondait pas aux normes en vigueur du fait qu'elle est réalisée sous la faïence», nous feront savoir des agents de la société. De ces premiers constats, l'on a déduit que s'il y a eu fuite de gaz sur les installations intérieures de la maison, il y a eu accumulation de gaz qui a explosé à la première étincelle. Dans la maison en question vivaient deux frères, leur mère et leurs enfants. Ironie du sort, la villa était vendue depuis six mois et le nouvel acquéreur leur a accordé un délai jusqu'au 28 février pour libérer les lieux. Venu s'enquérir de la situation de sa maison, l'acheteur était désolé. Alors qu'il était 9h 30, l'on entendait subitement un puissant cri et des sanglots : le père du jeune Abdenour venait d'apprendre la mort de son fils de 22 ans. «C'est celui que j'aime le plus et il était très proche de moi. Abdenour mon fils, pourquoi tu m'as laissé», pleurait le père. A ces complaintes, personne ne pouvait rester insensible. L'on tenta de le faire revenir à la raison mais la douleur était trop forte. Dans le même quartier, des fillettes pleuraient la jeune Meriem. «Elle était notre camarade de classe», disaient-elles en larmes. A cet instant précis, arriva le procureur de la République accompagné du commissaire de la police judiciaire. Il demanda à savoir la cause de l'explosion. Néanmoins, les éléments de la police scientifique ne pouvaient lui répondre. A priori, ce n'était pas encore clair. Mais des témoins parlent d'une explosion due au gaz butane. Et c'est ce que va tenter de déterminer la commission d'enquête mise en place. Notons enfin que sur les neuf blessés, trois ont été évacués à l'hôpital des grands brûlés de Douéra.

M. B.

Communiqué de Casbah Éditions

A l'heure où l'on s'interroge sur la participation des éditeurs algériens au 28e salon du livre de Paris, dont l'invité d'honneur, cette année est Israël, Casbah-Editions, pour sa part, a pris la décision de s'en abstenir au nom du devoir de solidarité avec les populations civiles palestiniennes de Ghaza.

Ayant pris part, régulièrement depuis 1991, à cette manifestation culturelle internationale prestigieuse, Casbah-Editions s'est attachée à y faire valoir sa production éditoriale et y représenter dignement l'Algérie. Elle s'est associée chaque année à la grande fête du livre, aux côtés de l'invité d'honneur. Cette année, il ne saurait être question pour elle de le faire aux côtés de représentants d'un pays qui se livre en ce moment-même, contre les habitants désarmés de Ghaza, à un génocide qui ne dit pas son nom et n'épargne pas même les enfants. Ce serait faire insulte à la mémoire des innombrables victimes de la barbarie sioniste.

Le directeur général
Smaïn Amziane